

EDITORIAL



Par **Nicolas Le Quintrec**
Secrétaire fédéral
à l'Economie et à l'Emploi

Morbihan, à gauche toute !

Il y a bien longtemps que nous avons compris que les engagements politiques et les promesses électorales de François Goulard étaient à considérer avec précaution.

L'heure du bilan n'a pas encore sonné. Mais, il n'y a pas un conseil municipal, pas un conseil d'agglomération, pas une réunion publique sans reniement ou sans mauvaise foi. Dernier exemple en date, il affirmait aux locataires HLM de Ménémur qu'il n'y aurait pas d'incidence sur les loyers après les travaux de réhabilitation des logements. La réalité est toute autre puisque la hausse est en moyenne de 100 € par mois.

Rappelez-vous encore l'épisode 2007. Adhérent à l'UMP, il soutient la candidature de Bayrou lors du 1^{er} tour de la présidentielle. Puis, il redevient Sarkosyste le temps d'un second tour de scrutin. Enfin, il s'engage dans une guerre ouverte contre le nouveau chef de l'Etat et une partie de sa propre famille politique pour devenir plus récemment Villepeniste.

Les conséquences de ces agissements sont terribles pour Vannes qui est à présent dans le collimateur du ministère : les grands services publics quittent la ville. Ainsi, en quelques mois, Vannes a vu disparaître le Pôle instruction du tribunal de grande instance, l'école de police et le Pôle emploi. Demain, on nous annonce la fermeture de la Maison d'arrêt. Hier, le commandant de police du département confirmait en réunion publique à Ménémur la baisse des effectifs de la police nationale.

Et, comme cela ne suffisait pas, l'agglomération vannetaise subit la crise de plein fouet. Une hausse de chômage de plus de 20 % en un an, des entreprises, fleurons de l'économie locale, ferment : Kelt marine, Saupiquet ou encore tout récemment les Transports Le Gall (147 salariés). Tout le tissu industriel local est fragilisé.

Chez la plupart des forces vives du Pays de Vannes qui attendent de sa part qu'il définisse une fonction stratégique en matière de prospective et d'accompagnement des mutations économiques. Comment pouvons-nous croire une seconde qu'il fera mieux au département ?

Son dernier revirement politique est frappant en la matière. Après avoir logné sur Vannes Ouest, le voilà de retour sur Vannes Centre. Il n'en a que faire du canton et des aspirations des électeurs. Il se joue des gens comme des territoires révélant ainsi une stratégie politicienne dont la logique n'a rien à voir avec les enjeux des cantonales 2011.

Pour les Socialistes Vannetais et toutes celles et tous ceux qui souhaitent se joindre à nous, la mission est toute tracée. Démultiplions nos forces pour gagner Vannes centre, Vannes Ouest et le maximum de cantons. Morbihan : à Gauche toute !

Projet départemental La réflexion se poursuit à Pontivy

Après Questembert en octobre, la Gauche morbihannaise a tenu son deuxième forum, "Un Département où il fait bon vivre", samedi 20 novembre à Pontivy, afin de préparer le projet départemental pour les prochaines élections cantonales de mars 2011. Une centaine de participants a pu écouter et débattre activement autour des enjeux du développement durable. Le 3^{ème} et dernier forum de réflexion aura lieu samedi 11 décembre à Ploemeur.

Henri Le Dorze, conseiller général et premier adjoint à Pontivy a accueilli les participants et présenté les enjeux et la transversalité des actions de développement durable. **Serge Moëlo**, conseiller général de Cléguérec, a assuré tout au long de la journée le cadrage et l'animation des débats.

Michaël Quernez, vice-président au Conseil général du Finistère, en charge de l'insertion et de l'économie, a présenté la démarche finistérienne de développement durable. Il a insisté sur le temps nécessaire à l'état des lieux et l'appropriation du sujet, tant par les élus que par les 4000 agents publics. Le Finistère a mis en place une démarche participative avec la population et les représentants du monde universitaire, associatif et socio-économique. Engagé dès 2003, l'agenda 21 du Finistère s'est traduit par 122 actions, déclinées à partir de 5 axes stratégiques (réforme des solidarités, économie solidaire, équilibre territorial, ouverture au monde, mobilisation). A partir de 2009, après évaluation, le Finistère a opté pour une deuxième phase, le terme même d'agenda 21 ayant disparu au profit d'un "projet stratégique". Il oblige notamment élus et techniciens à travailler ensemble, en transversalité, pour plus de cohérence. Les mots clefs à

retenir sont méthode, planification stratégique, appropriation par les élus et appropriation collective.

Isabelle Thomas, vice-présidente du Conseil régional en charge de la mer et du littoral, nous a ensuite fait part de son expérience et de sa vision concernant la mutation d'une politique régionale d'aides classiques aux collectivités, le FAUR (Fonds d'aménagement urbain), vers l'Eco-FAUR, dispositif exigeant d'appui aux projets d'écologie urbaine, qui met en avant tous les aspects du développement durable. Ainsi, malgré des réticences, la majorité régionale a su, grâce à l'Eco-FAUR, promouvoir un urbanisme durable attractif. Les interventions de l'assistance ont permis d'échanger sur la longue et délicate appropriation de la démarche de développement durable, ainsi que sur la nécessité absolue pour les élus de faire un travail permanent d'éducation populaire pour partager leurs projets.

L'après-midi a permis de réfléchir et débattre autour de trois témoignages. **Jean-Luc Derrien**, chargé de mission au Conseil général des Côtes d'Armor, a fait part de l'impor-



tance de la dimension prospective, pour laquelle le Département possède la taille pertinente. Mais il propose que les élus consultent et écoutent plus les corps intermédiaires, notamment les syndicats.

Trois idées fortes ont charpenté cette initiative :

- Pour construire une vision partagée de l'avenir, il faut du temps, de la méthode, de la planification, de l'appropriation, de la transversalité, dans le cadre d'un projet porté directement par le président du conseil général.
- L'unité des Côtes d'Armor est vue comme espace de projet. Il faut pour cela se donner des moyens fonciers, de communication, de temps.
- La prospective peut être un concept flou avec différentes méthodes d'approche. Pour les Côtes d'Armor, c'est la confrontation entre les débats d'experts et de citoyens qui permet l'appropriation. Mais pour cela, il faut savoir comment impliquer les costarmoricains et les forces vives.

(Suite page 2...)

3^{ème} Forum du projet départemental
**Un département au plus près
des besoins des territoires**

**Samedi 11 décembre 2010
à Pontivy**
Théâtre municipal

Programme et inscription prochainement

**Formation militante
sur le Conseil général**

**Jeudi 16 décembre
20h30
à Pontivy**
Palais des Congrès

Réunion du BREIS

Dimanche 5 décembre 2010
au Théâtre municipal
à Pontivy

Lancement d'un Institut de Recherche appliquée sur les territoires

Un Institut de Recherche appliquée sur les territoires va prochainement voir le jour, à l'initiative de la Fédération, à l'occasion d'une Assemblée générale constitutive, le 13 décembre prochain à Lorient, réunissant des chercheurs, acteurs associatifs, dirigeants d'entreprises, responsables syndicaux de Bretagne, Paris et Bruxelles. Son objet principal portera sur le rôle des territoires dans l'Union européenne, comme facteurs de développement et de lien : recherche, innovation, renouveau démocratique, au travers notamment du concept de "poléthique"... Le Rappel lui consacra un dossier au plus tard début 2011.

Cantonales : des cantons réervés aux candidats divers gauche et aux partenaires

Dans le cadre des élections cantonales de mars 2011, les adhérents socialistes ont élu le 25 novembre leurs candidats dans les cantons où des candidatures ont été déposées (voir ci-contre).

Certains cantons ont par ailleurs été réservés à des candidats titulaires dans le cadre d'accords avec les partenaires. C'est le cas dans le canton de Sarzeau où la section a voté à l'unanimité le ticket d'un candidat titulaire de Bretagne Ecologie avec Marie-Cécile Riédi - élue socialiste de Sarzeau, comme suppléante.

Par ailleurs, des discussions sont toujours en cours avec les partenaires de gauche ou avec des candidats potentiels socialistes ou divers gauches dans un certain nombre de cantons :

Gourin
Lanester
La Trinité-Porthoët
Locminé
Ploërmel
Rohan
St-Jean-Brévelay

Dans le canton de La Roche Bernard, le soutien à Joël Bourrigaud - maire DVG de Saint-Dolay est déjà acquis. Sa candidature avait déjà été soutenue par le PS en 2004.

CANTONALES 2011

Projet départemental La réflexion se poursuit à Pontivy (suite...)

(...) **Philippe Tourtelier**, député d'Ille-et-Vilaine, a apporté son témoignage sur la manière de concevoir un développement territorial durable, intégrant toutes les données économiques, sociales et environnementales, à partir de la présentation du "territoire-archipel" rennais. Partant du double constat de centralité et d'expansion de la ville-métropole rennaise, depuis 30 ans les communes se sont organisées progressivement et parfois prudemment, en créant une agence d'urbanisme et en mettant en avant la qualité de vie et la solidarité, comme but et moteur de leur développement. Conscient de la difficulté d'avoir une volonté politique commune pour s'adapter en permanence, le "territoire-archipel" tente de concilier équilibre territorial et compétition internationale, en considérant que la géographie est la base de toutes les coopérations. A l'instar de cette coopération territoriale, qui reconnaît le mélange urbain-rural, les participants ont débattu de la méthode applicable aux Départements, en considérant

qu'il faut d'abord bien analyser les cohérences institutionnelles et historiques, ainsi que les ressources disponibles, avant de statuer sur la bonne imbrication des territoires.

Daniel Cuff, conseiller régional, délégué au Foncier de Bretagne et à l'écologie urbaine, nous a fait part de son point de vue sur l'intégration du développement durable dans nos services internes et de la nécessité d'évaluer nos politiques en permanence. Pour lui, la meilleure façon de vivre le développement durable dans nos organisations passe par la suppression des élus et des services dédiés à ce thème, nous obligeant alors tous à la transversalité des réflexions et des actions. Par ailleurs, il nous incite à l'évaluation permanente de nos politiques, est à des ajustements, plutôt que la fixation d'objectifs qui laissent souvent peu de place à l'innovation territoriale par les citoyens. Enfin, il prône une démocratie implicative, plus que participative, qui conserve au politique sa fonction de décideur et au citoyen son savoir-faire territorial.

En clôture de cette fructueuse jour-

née, **Hervé Pellois** nous a rappelé que "pour nous, citoyens de gauche, un Département où il fait bon vivre implique le bien vivre ensemble. Ce forum a été l'occasion d'échanger sur ce que pourrait être un Morbihan durable, porteur de valeurs et de politiques appropriées réellement défendues sur le terrain". Face au retard pris par notre Département dans la mise en place de politiques de développement durable, malgré nos efforts permanents, il a réaffirmé que "notre projet de gauche s'inscrira dans la réalité sociale du Morbihan, avec toutes et tous. Mais pour cela, comme les élus de gauche ont été pionniers dans le domaine du développement durable, ils le seront dans le domaine de l'évaluation des politiques et de la prospective". Enfin, Hervé Pellois a souhaité que "dans un environnement de plus en plus incertain, du à la réforme territoriale, et dans un contexte de raréfaction des ressources, du à la réforme des finances publiques, il apparait impératif pour le Département de disposer de priorités guidées par nos valeurs".

Elections cantonales

Les socialistes ont élu leurs candidat-e-s

Dans la perspective des élections cantonales des 20 et 27 mars 2011, l'élection des candidats présentés par le PS s'est tenue le jeudi 25 novembre. Sans grande surprise, puisqu'une seule candidature était présentée dans les cantons concernés, les militants ont validé les candidatures déposées dans 13 cantons sur les 21 renouvelables.



Vannes-Centre
Nicolas Le Quintrec
- Conseiller municipal à Vannes - Suppléante
Anne Camus - Bretagne Ecologie - Conseillère régionale



Port-Louis
Nathalie Le Magueresse - Adjointe - Suppléante à Locmiquélic, était déjà candidate du PS en 2004



Vannes-Ouest
André Gall
Conseiller général sortant (élu en 2004) et ancien maire d'Arradon.



Ploemeur
Loïc Le Meur
Conseiller général sortant (élu en 2004) et maire de Ploemeur.



Muzillac
François Batard
Adjoint à Le Guerno et secrétaire de la section de La Roche Bernard / Muzillac



Pluvigner
Bernadette Desjardins
Maire de Camors, élue à la Communauté de communes d'Auray



Pontivy
Henri Le Dorze
Conseiller général sortant (élu en 2004) et Premier adjoint à Pontivy



Guémené s. Scorff
Jean-Luc Guilloux
Maire de Ploërdut et Conseiller général entre 1998 et 2004



Lorient-Nord
Emile Jetain
Conseiller général sortant (élu en 2004). Ancien adjoint au maire de Lorient.



Questembert
Paul Paboëuf
Maire et Président de la communauté de communes de Questembert. Candidat en 2004.



Quiberon
Luc Le Gurun
Maire de Houat (déjà candidat en 2004). Suppléante : Geneviève Marchand - Maire de St-Pierre-Quiberon



Rochefort-en-Terre
François Hervieux
- Conseiller général sortant (élu en 2004), élu depuis maire de Malansac

Communiqué de presse du Sénat - 16 novembre 2010

“Redonner du sens à la PAC”

Les quatre co-présidents du groupe de travail sénatorial sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) – MM Jean Bizet (UMP, Manche), Jean Paul Emorine (UMP, Saône-et-Loire), Mmes Odette Herviaux (PS, Morbihan) et Bernadette Bourzai (PS, Corrèze) – ont présenté leur rapport à la presse le mardi 16 novembre, la veille de la communication officielle de la Commission européenne sur le même sujet. Les sénateurs veulent ainsi s’inscrire dans une démarche politique, prospective, et non en réaction à un document communautaire.

Leur proposition vise à redonner du sens et de la légitimité à la PAC tant auprès des agriculteurs que des citoyens. L’agriculture a pour mission première de fournir une alimentation de qualité. Elle s’exerce dans un territoire qui est un patrimoine commun à la société et qui doit être préservé. La réforme de la PAC ne pourra pas se faire sans les agriculteurs, ni a fortiori contre eux. Mais le champ est devenu un espace social et il est sain que les citoyens s’intéressent à la PAC.

Les aides directes, rebaptisées “aides compensatrices”, doivent être conservées, mais le système des références historiques ne pourra être maintenu. La convergence des niveaux d’aides entre États membres répond à une nécessité, mais elle devra tenir compte des niveaux de vie respectifs et des contributions budgétaires des États membres. La régulation est un des fondements de la PAC et doit être réaffirmée

même si ses modalités doivent être adaptées. Il paraît nécessaire de favoriser les organisations de producteurs, y compris par des incitations budgétaires, sous forme d’aide additionnelle aux agriculteurs investis dans une démarche de regroupement professionnel.

Sans mésestimer l’intérêt de la nouvelle orientation qui consiste à justifier les aides agricoles européennes comme contrepartie de “biens publics” non rémunérés, le groupe de travail estime que la communication sur ce thème sera difficile.

Le groupe de travail propose de refonder la PAC autour de deux nouveaux piliers : – un premier pilier “agriculture et alimentation”. Il est orienté autour des aides à l’agriculteur, avec des mécanismes simples, une aide compensatrice, des mécanismes d’intervention rapide en cas de crise, et des soutiens à la compétitivité ;

– un deuxième pilier “territoires et environnement”. Les territoires à handicap doivent être soutenus, en particulier les zones de montagne. Les soutiens européens doivent être adaptés à la diversité des effets positifs de l’agriculture sur l’environnement, patrimoine commun de la société. Les territoires sont les mieux placés pour apprécier les meilleures actions utiles. Sur le modèle des fonds structurels, ces différentes actions seraient cofinancées par l’Union européenne, avec des taux de participation variables selon les actions.

Le groupe socialiste du Sénat a par ailleurs souhaité proposer une **contribution autonome au rapport du Sénat sur la réforme de la PAC, pour souligner les principes et notions qui lui tiennent à cœur. Ce texte est disponible sur www.odetteherviaux.fr et sur www.senateurs-socialistes.fr**

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

L’alcoolisme, problème de santé publique : Un constat inquiétant !

L’alcool à trop souvent été un sujet banalisé. Pourtant nous estimons qu’il constitue un réel problème de santé publique dont nous devons nous préoccuper !

Effectivement, selon la définition de la santé publique faite par Winslow en 1952, nous pouvons considérer que la santé publique doit amener des solutions à ce problème. En effet, pour Winslow, la santé publique est une science, un art de prévenir les maladies, d’améliorer, de prolonger la vie, grâce à une action concertée qui vise à lutter contre les maladies présentant une importance sociale. La santé publique met également en œuvre des mesures sociales propres à assurer à chaque membre de la collectivité un niveau de vie compatible avec le maintien de la santé. L’objectif final étant de donner à chaque individu la possibilité de jouir de la santé et de la longévité.

Dans cette conception de la Santé publique plusieurs notions sont mises en évidence. Une notion scientifique, une notion de santé physique comme morale, mais également et surtout une notion de prévention.

L’ensemble de ces notions nous

démontre que la collectivité doit s’impliquer dans ce domaine. Car la santé publique nécessite une certaine organisation, un certain enseignement, une certaine prévention et la **collectivité doit être en capacité de répondre à ces nécessités.**

La collectivité se doit donc de prendre des mesures sociales afin d’assurer la santé ainsi que la longévité de chaque individu !

Car l’alcool entraîne des risques dont nous ne prenons pas forcément conscience. Pourtant l’alcool affecte la santé (5 millions de personnes en France, dont 2 millions sont dépendants). Nous pouvons estimer le nombre de décès attribuables à l’alcool à 45 000, ce qui correspond à la seconde cause de mortalité en France après le tabac.

Certes l’Etat intervient depuis quelques années dans ce domaine avec des réductions de l’offre (fermeture de certains débits de boissons), réglementation routière

importante... Pour autant ces interventions sont elles optimale en vue de leurs résultats ?

Nous estimons qu’une autre politique en la matière est possible. **Nous militons pour une prévention plus pédagogique et concrète.** Nous proposons par exemple de généraliser les modules santé à l’ensemble des jeunes passant leur permis de conduire en sortant de l’esprit répressif et chiffré.

En somme la collectivité doit prendre toutes ses responsabilités, car la logique répressive du gouvernement ne suffit pas et ne nous convient pas ! Nous ne pouvons pas croire qu’une suspension ou une suppression de permis de conduire réduit l’alcoolisme. **L’alcoolisme est un fléau qui se résoud au quotidien par un travail à long terme, en ayant une préoccupation cruciale : l’individu.**

Sébastien Jéhanno
Animateur fédéral

La communication de la Commission sur la PAC pour l’après 2013 : des avancées et de grosses insuffisances

Communiqué de Stéphane Le Foll

Le Commissaire à l’agriculture, Dacian Ciolos, est aujourd’hui (19/11/2010) venu devant le Parlement Européen présenter sa communication sur la PAC à l’horizon 2020. Le contenu de celle-ci n’est vraiment pas une surprise puisqu’il avait déjà été révélé publiquement, suite à des fuites, voici plusieurs semaines déjà.

Dans un contexte agricole difficile, je me félicite qu’une nouvelle réforme soit engagée pour, espérons-le, redonner confiance et espoir en l’avenir.

Les propositions de la Commission contiennent deux grandes avancées nouvelles portant vers plus de durabilité et d’équité au sein de la PAC. Cela se traduit par un **plus grand verdissement des aides directes** puis par un **abandon progressif des fameuses références historiques**, à l’origine d’une très grande injustice dans la répartition des aides entre agriculteurs. Je salue notamment l’idée de **mieux prendre en compte le critère de l’emploi et les petites exploitations dans la répartition des aides publiques.**

Mais ces propositions de la Commission demeurent **très insuffisantes en matière de régulation des marchés agricoles.** Aucune proposition nouvelle et concrète, susceptible de faire face aux **problèmes actuels de la très grande volatilité des prix**, n’a été mise sur la table.

Enfin, la **structuration de la PAC en deux piliers reste confuse.** Des mesures comme la gestion des risques, hier rangées dans le premier pilier consacré aux aides et aux marchés, se retrouvent désormais dans le second pilier du développement rural.

J’invite la Commission à garder le cap sur la durabilité et l’équité du soutien, mais à **être beaucoup plus audacieuse sur les mécanismes de régulation des marchés agricoles.**

Supplément au Rappel n°118 : La Lettre de l’Europe de Stéphane Le Foll - Député européen Grand Ouest

Elu député européen, aux côtés de Bernadette Vergnaud, en juin 2009 pour la circonscription Ouest, Stéphane Le Foll a dressé un compte-rendu de sa première année de mandat à travers sa **Lettre de l’Europe** que vous trouverez en complément de ce numéro du Rappel. Retrouvez également ses communiqués sur www.lefoll.net/

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 27 novembre - Lorient
Séminaire de la majorité municipale

Lundi 29 novembre - Plœrmel
Rencontre avec la section cantonale

Mardi 30 novembre - Paris
Groupe de travail sur la Défense

Jeu 2 décembre - Lorient
Réunion municipale du groupe socialiste

Dimanche 5 décembre - Pontivy
Réunion du Breis

Lundi 6 décembre - Vannes
Secrétariat fédéral et Conseil fédéral

Mardi 7 décembre - Lorient
Débat public du Grand Orient sur la laïcité

Actualité

Le temps des affaires

Le débat sur les retraites étant pour le moment clos même si le vote de la loi s'est fait contre l'assentiment d'une très large majorité de Français, le temps des affaires occupe de nouveau la une des journaux.

Question affaires, on peut dire que l'on est gâté avec celle de l'attentat de Karachi qui est passée de «fable» selon Nicolas Sarkozy à «il y a le feu au lac». Il y a encore peu de temps, le Président balayait d'un mouvement agacé les questions les journalistes qui osaient l'interroger sur cette affaire, il en est maintenant à les comparer à des pédophiles dans ses propos.

Il faut dire que l'étau se resserre autour des soupçons de retro-commissions qui auraient été versées pour financer la campagne d'Edouard Balladur dont Nicolas Sarkozy était un des grands responsables. Nous sommes passés de «passez votre chemin il n'y a rien à voir» à une source d'inquiétude devant le filet qui se resserre autour des protagonistes. Dans cette affaire il ne faudrait pas oublier qu'il y a eu des Français qui ont été tués pour de sombres histoires de gros sous et que nos compatriotes attendent des réponses précises afin que la justice tranche. La notion de secret défense ne doit pas servir à cacher les turpitudes d'untel ou d'untel.

Les prises de positions d'un certain nombre d'anciens hauts responsables de l'Etat comme De Villepin, Millon et maintenant Giscard d'Estaing, s'affirmant certains de l'existence de retro-commissions, ne peuvent que pousser le gouvernement à ouvrir les dossiers afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Il y va de la crédibilité de l'Etat et du gouvernement qui en ont déjà pris un bon coup avec un remaniement ministériel en trompe l'œil qui rappelle le bon temps de l'Etat RPR. Ce n'est plus le Président qui nomme le Premier ministre, c'est maintenant le Premier ministre qui garde le Président. Une révolution en ce temps de régime présidentiel.

Le Cormoran

LIBREMENT DIT

Goulard ou nulle part ailleurs

Le François est décidément farceur. Il critique le budget du gouvernement mais le vote. Il dénonce la gestion désastreuse du dossier retraite mais le vote. Il est UMP mais le porte-voix de Monsieur de Villepin, excès et envolées comprises. Il est favorable au Parc Naturel Régional du Golfe mais appelle à voter contre après maintes manœuvres politiciennes et dilatoires.

La dernière de ce grand farceur au profil de girouette vient de sortir. Fondé moult arguments justifiant le bien fondé de sa candidature aux cantonales sur Vannes ouest, ce qui avait surpris les observateurs lors de son annonce il y a précisément un mois, voilà que notre Edgar Faure local, toutes proportions

gardées par respect pour le bon Edgar, voilà donc qu'il décide de revenir sur le canton de Vannes centre.

Et la presse, faisant son métier, se perd en conjectures. Dérobade face à l'Arradonnais André Gall, candidat socialiste sortant sur Vannes ouest, avec repli stratégique sous les cieux plus tranquilles (?) de Vannes centre ? Dissension au sein de l'UMP morbihannaise qui n'entend pas laisser le François semer la zizanie hors du strict périmètre de la ville de Vannes ?

Autre hypothèse selon une source proche du dossier. La réunion de la majorité municipale appelée à trancher entre les trois concurrents de droite briguant Vannes centre a tourné au vinaigre

au point que c'en était fait de cette majorité. Pour sauver les meubles ou ce qu'il en reste, le François a décidé de revenir sur Vannes centre, là où il avait été candidat et élu lors des cantonales en 1998 avant de désertir pour cause de cumul de mandats.

Dès lors la question était la suivante : quels prétextes allait-il inventer pour justifier son pas de tango ?

La réponse est tombée, limpide, incontestable et convaincante : "parce que c'est simple" a déclaré François Goulard au Mensuel du Golfe. Il prend vraiment l'électeur de Vannes pour Simplet.

Jean-Paul Meheust
Section de Vannes

4^{ème} texte de la Convention du projet "Egalité réelle"

Vote dans toutes les sections du Morbihan
Jeu 2 décembre 2010

Texte disponible sur www parti-socialiste.fr
ou auprès de votre secrétaire de section

Possibilités d'amendement en AG de section - Les amendements adoptés par les sections seront débattus et votés en Convention fédérale, le lundi 6 décembre, en même temps que la désignation des délégués qui siègeront lors de la Convention nationale du samedi 11 décembre (Candidature à déposer au près du secrétaire de section et de la Fédération) - Renseignements au 02 97 84 84 55.

Fête du Nouvel an de la Fédération

Samedi 22 janvier 2011

au Palais des Congrès à LORIENT
(Invitation à venir prochainement)

Lancement de la campagne cantonale et présentation du Projet départemental

Samedi 29 janvier 2011

A Vannes, en présence des candidats aux cantonales.



Le Parti socialiste lance une campagne d'inscription sur les listes électorales - avant le 31 décembre 2010 - dans la perspective des élections cantonales de mars 2011 et des primaires pour la désignation du candidat socialiste à la Présidentielle de 2012.

Ce matériel est disponible au siège de la Fédération ainsi qu'au local du PS de Vannes (27 rue de la Tannerie) :

- Cartes postales
- Affiches
- Bandeaux cantonales
- Bandeaux primaires

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan@wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr